

velle-Angleterre, étant que l'on attaquât Port-Royal tout d'abord ; mais le refus des capitaines des vaisseaux de guerre de prendre part à l'expédition sans en avoir eu l'ordre de l'amirauté, semble avoir retardé l'entreprise pour le moment. Le 18 février, Nicholson fut choisi pour commander l'expédition contre Port-Royal ; mais il s'écoula quelque temps avant que la nouvelle de la remise définitive de l'expédition contre Québec fût connue de ce côté de l'Atlantique. L'embarquement des troupes pour Port-Royal se fit au milieu de septembre, et, le 1^{er} octobre, Nicholson sommait Subercasse de se rendre ; la capitulation fut signée le lendemain. La copie qui s'en trouve au *Public Record Office* porte la date du 2 octobre ; celle déposée au British Museum est datée du 13 ; mais cette disparité est due probablement à la différence entre le vieux style et le nouveau. Vetch fut nommé gouverneur ; on l'accuse de s'être servi de sa position pour son profit personnel. Comme il serait impossible dans les limites raisonnables d'un rapport, de retracer l'histoire des événements qui se sont succédé depuis 1710, nous devons renvoyer le lecteur aux analyses chronologiques ; nous l'avons déjà dit, la correspondance et les autres documents sont classifiés selon l'ordre chronologique. L'expédition désastreuse faite à Québec en 1711 appartient à l'histoire de la province de ce nom, et, par conséquent, doit être ici passé sous silence.

C'est dans une lettre, en date du 12 janvier 1715, adressée aux lords du commerce par Caulfield, où il rend compte de sa proclamation de la mort de la reine Anne et de l'avènement de George 1^{er}, qu'il est fait mention pour la première fois de différends entre les Acadiens et les autorités britanniques. On trouvera aux analyses, qui, sont aussi complètes que le permet l'espace, le récit des hostilités continues entre les deux nations, les Français de Louisbourg réclamant le pays situé sur la baie de Fundy et la rivière Saint-Jean et s'y fortifiant, et le compte-rendu des expéditions organisées pour les en chasser. Dans les instructions au gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, dont les lords du commerce adressèrent copie aux "Lords Justices" le 19 juin 1719, on lui mande d'encourager les mariages entre les blancs et les sauvages, à cause de l'état de faiblesse de la province, de l'influence des Français et aussi, probablement, à cause de l'hostilité manifeste des sauvages, qui ne perdaient pas une occasion d'attaquer les "settlements," de s'emparer des bâtiments pêcheurs et de faire tout le mal possible. Les gouverneurs affirment que ces hostilités étaient commises à l'instigation des Français.

Dans cette période de temps, il y a aussi des rapports sur des demandes de concessions de terres faites par diverses personnes et sociétés ; on y rencontre souvent les noms de personnages, occupant des situations éminentes. Parmi ces noms se trouve celui d'un homme moins connu que bien d'autres, Thomas Coram, qui établit à Londres, dans ses jours de prospérité, l'Hospice des Enfants-Trouvés, où il mourut à l'âge de 83 ans, en grande pauvreté. Pour le sauver de la misère, on l'avait décidé à se réfugier dans l'institution fondée par lui. Une bonne partie de ces demandes étaient en obtention d'immenses étendues de terre, ostensiblement en vue de coloniser la province ; mais le gouvernement semble avoir eu pour politique arrêtée d'offrir le moins d'encouragement possible à l'émigration des Iles Britanniques et de se procurer des colons parmi les protestants étrangers.

Tandis que la France et l'Angleterre étaient en paix en Europe, les hostilités se continuaient dans l'Amérique du Nord, tout comme si les deux nations eussent été en guerre ouverte. En 1744, les hostilités recommencèrent en Europe. Au printemps de l'année suivante, une expédition fut mise sur pied pour aller enlever Louisbourg,